



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
People's Democratic Republic of Algeria

28th Meeting of the OSCE Ministerial Council

Statement of the Algerian

Delegation

Stockholm, 2-3 december 2021

**Monsieur le Président,
Excellences
Mesdames, Messieurs**

J'ai l'honneur et le plaisir d'exprimer les vifs remerciements de la délégation algérienne à la Suède, particulièrement à l'Ambassadeure Ulrika FUNERED et tout son staff, pour l'excellente présidence et l'organisation optimale de nos travaux aussi bien à Vienne qu'ici à Stockholm où nous sommes entourés de toutes les attentions. Mes félicitations et remerciements s'adressent également à la Présidence polonaise du Groupe des Partenaires méditerranéens de l'OSCE, marquée par un riche programme de réunions thématiques et de nouvelles initiatives pour le renforcement du Partenariat méditerranéen de l'OSCE, sous la houlette experte de M. l'Ambassadeur Adam HAŁACIŃSKI.

L'Algérie se réjouit d'avance de travailler avec la Macédoine du Nord qui présidera le partenariat méditerranéen l'année prochaine.

Monsieur le Président,

Nos réunions thématiques, courant 2021, nous ont permis d'aborder de nombreux défis auxquels est confrontée l'aire méditerranéenne, les changements climatiques, les différentes formes du crime transnational organisé, notamment le trafic de drogue, le terrorisme, la corruption, le trafic d'armes, la traite des personnes, trafics qui se nourrissent et se financent mutuellement et dont les conséquences négatives directes sur la stabilité et le développement des pays de la région sont avérées. A ces entraves s'ajoutent désormais les impacts socioéconomiques de la pandémie du Covid19.

Malheureusement, il y a plus grave encore dans le flanc sud de la méditerranée où les menaces à la paix et à la sécurité des peuples sont réelles au quotidien. Nous sommes aujourd'hui très préoccupés par les menaces à la paix et à la sécurité. Notre réunion en cette région Scandinave qui a tant milité pour la Paix et la Sécurité internationales et spécifiquement en méditerranée, et le franc parler des trois grandes dames à l'ouverture de nos travaux, mesdames Ann LINDE, Margareta CEDERFELT et Helga SCMIDT, m'encouragent à m'exprimer avec autant de clarté pour regretter les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Palestine et au Sahara Occidental, où les droits des peuples palestinien et sahraoui sont bafoués, violés, foulés au pied, par les Etats occupants, respectivement Israël et le Maroc.

On ne peut continuer à pérorer sur les bienfaits des Accords dits d'Abraham si, à la base, la conception et l'approche privilégiées perpétuent l'occupation illégale de territoires colonisés par la force et au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies. Ces Accords enterrent définitivement l'Initiative arabe de paix.

En 2002, au Sommet de la Ligue arabe de Beyrouth, les Chefs d'Etat et de Gouvernement arabes avaient adoubé le Plan de Paix présenté par l'Arabie Saoudite offrant à Israël la possibilité de garantir la paix et la sécurité à son peuple. Ce plan offrait la reconnaissance d'Israël par tous les Etats arabes, en même temps, contre la solution à deux Etats séparés, vivant côte à côte en paix et en sécurité. Cette offre de paix globale et durable pour tous les peuples du Moyen Orient a été dédaigneusement rejetée par Israël, qui manifestement préfère la conclusion d'accords séparés pour semer la division au sein de la Nation arabe.

Je veux déplorer, ici, les pertes humaines, généralement des civils innocents, dont de nombreux enfants, et les tortures et traitements inhumains ou dégradants que subissent les prisonniers et les

activistes des droits de l'homme. Nous savons tous, la Palestine occupée est le seul lieu sur terre où des enfants sont jugés par un tribunal militaire et condamnés à de lourdes peines. Personnellement, je n'arrive pas à oublier l'horreur véhiculée par les images montrant la jeune Ahd THAMIMI aux prises avec les soldats de l'armée d'occupation israélienne. Je veux ici expliquer que l'Algérie ne reconnaît pas l'Etat d'Israël et nous sommes contre le sionisme car il s'agit d'une conception du monde fondée sur l'expansionnisme et sur l'apartheid au mépris du Droit International. Certains media assujettis à des financements lobbyistes tentent de discréditer la parole algérienne et à nuire à l'image de l'Algérie en faisant accroire que nous utilisons l'expression entité sioniste par rejet de la religion juive et que nous serions donc antisémites, racistes, voire haineux.

Permettez-moi de rappeler ici un fait historique absolument indéniable : les algériens en tant que peuple arabo berbère sont sémites. Tous les descendants de Sem sont sémites qu'ils soient juifs, chrétiens, musulmans ou même athées. Le sémitisme n'est conditionné par aucune religion. L'Algérie est antiraciste j'allais dire du fait de son ADN historique. Nous sommes fiers d'avoir combattu l'apartheid. Nous étions bien seuls au début de notre lutte contre cette expression la plus abjecte du racisme. C'est l'Algérie qui a exclu le régime d'apartheid de l'enceinte des Nations Unies. Et je suis particulièrement fière d'avoir assisté au démantèlement du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid en 1990, suite à la libération de Nelson Mandela et la fin de ce régime indigne de l'Humain.

Il est urgent de remettre, sur leur rails onusiens, les pourparlers de paix entre palestiniens et israéliens et entre Sahraouis et Marocains. Laisser les situations pourrir et la guerre se poursuivre entre les protagonistes finira par déstabiliser, voire détruire directement ou indirectement toute la méditerranée.

Je ne veux pas jouer aux Cassandre et ce n'est pas dans les us et coutumes de l'Algérie de jouer aux mauvais augures. Mais l'escalade récente dans notre région montre que, sous couvert de normalisation, Israël et le Maroc entendent s'appuyer mutuellement pour continuer à piétiner le droit international.

Je ne peux pas ici passer sous silence les récents actes d'hostilité et d'agression caractérisées menés par le Maroc contre l'Algérie avec le soutien d'Israël. Je me limiterai à citer les quatre plus récents:

Le premier acte d'agression : l'espionnage dans le cadre de l'opération Pegasus, puisque Amnesty International nous a appris que 6000 téléphones de responsables algériens ont été espionnés, dont tous les ambassadeurs, et je peux vous dire qu'on se sent violés dans sa vie privée et en même temps on se demande pourquoi cet espionnage infantile, alors même que la diplomatie algérienne est l'une des plus lisibles et des plus prévisibles, car nos positions sont respectueuses de la légalité internationale ;

Le deuxième acte d'agression : l'assassinat, le 1^{er} novembre dernier, le jour même de notre fête nationale, de trois routiers algériens qui acheminaient des produits commerciaux en Mauritanie ;

Le troisième acte d'agression : l'appui politique, diplomatique, logistique et financier à des organisations visant la sécession et déclarées terroristes en Algérie.

Le quatrième acte d'agression : c'est l'achat par le Maroc auprès d'Israël de drones HAROP plus connues sous l'appellation de drones Kamikazes pour leurs capacités meurtrières, puisque chaque drone peut porter jusqu'à 20 kilos d'explosifs. Ce sont des actes graves. Des actes irréflechis, impulsifs, irresponsables indignes d'un pays voisin dont la destinée est commune. Choisir

l'agression est une preuve de faiblesse et d'impuissance. Construire la Paix, la vraie exige la bravoure, le courage et le sens des respirations de l'histoire.

L'Algérie réitère son attachement à la paix et à la sécurité, pour son peuple et pour tous les peuples de la région et au-delà. Elle rejoint et appuie tous ceux qui ont appelé au respect du droit international.

L'Algérie forme le vœu que la présidence du Conseil de l'OSCE en 2025 par la Finlande offrira, 50 ans après, l'opportunité de consacrer les principes d'Helsinki.

Je vous remercie pour votre aimable attention.